



Exigences citoyennes

Il ne peut y avoir révolution que là où il y a conscience (jean Jaurès)

Les citoyens mobilisés - Nos exigences citoyennes

Mars 2016

1.	Qui sommes-nous ?	3
2.	Les situations à traiter	4
3.	Huit sujets clés.....	8
4.	Nos exigences.....	9
4.1	Régulation de la finance.....	9
4.2	Travail et pouvoir d'achat	9
4.3	Développement économique	10
4.4	Education, Jeunesse & sports, enseignement supérieur	10
4.5	Police et justice	10
4.6	Logement, transport, énergie, environnement	10
4.7	Organisation de l'état	11
4.8	Mœurs politiques.....	11
5.	Nos propositions.....	12
5.1	Régulation de la finance.....	12
5.2	Travail et pouvoir d'achat	12
5.3	Développement économique	13
5.4	Education, Jeunesse & sports, enseignement supérieur	15
5.5	Police et justice	15
5.6	Logement, transport, énergie, environnement	16
5.7	Organisation de l'Etat	16
5.8	Mœurs politiques.....	17
5.9	Domaines restant à aborder	17

1. Qui sommes-nous ?

Nous sommes un groupe d'une trentaine de **citoyens** ingénieurs, enseignants, chercheurs, financiers, actifs dans le secteur privé ou public, résidant en Ile de France et ayant tous des enfants scolarisés ou depuis peu sur le marché du travail.

Globalement déçus par l'action gouvernementale actuelle et passée, sceptiques quant aux capacités du personnel politique actuel à faire face aux enjeux futurs et à endiguer la montée des extrêmes, nous entendons nous **mobiliser** et contribuer au débat public en tant que simples citoyens, réfléchir à des fondamentaux et ainsi mettre l'accent sur les leviers qui, à notre sens, sont à actionner en priorité.

Nous nous sommes réunis à plusieurs reprises depuis décembre 2014 pour une série de débats participatifs portant respectivement sur :

- des situations que nous vivons, que vit notre entourage, que nous constatons de par nos activités locales ou parce que les media en font état, des situations qui nous irritent, qui nous insupportent ou qui nous paraissent devoir attirer l'attention des pouvoirs publics
- les exigences à formuler et les priorités à considérer
- les pistes et ébauches de solutions à envisager, ayant donné lieu à des travaux complémentaires en petits groupes
- les actions que chacun pourrait enclencher à son niveau
- les façons de communiquer nos exigences et propositions

Les dramatiques évènements « Charlie » de début 2015 se sont produits à la veille d'un de nos débats et ont renforcé le sentiment que nous avions de malaises profonds et d'urgences certaines au sein de notre république. Les attentats de novembre 2015 et les alarmants résultats du premier tour des élections régionales en Décembre 2015 renforcent ce sentiment de malaise et cette détermination à **ne pas rester les bras ballants**.

Elus locaux pour certains mais pas spécialistes de l'action publique, nous nous focalisons en premier sur des constats et suggestions thématiques que nous avons dénommés « **exigences citoyennes** » et qui expriment ce que nous attendons des pouvoirs publics non pour nous à titres individuels, mais **pour la société dans laquelle nous vivons**. Nos vues se veulent pluralistes et non dogmatiques.

Nous sommes disposés à rencontrer les animateurs de nouvelles plateformes interactives et citoyennes, les futurs candidats aux élections nationales ainsi que les responsables des partis politiques républicains et dont l'ambition est d'accéder aux responsabilités, durant les phases d'élaboration de leurs programmes électoraux.

2. Les situations à traiter

Les tableaux ci-dessous récapitulent les constats formulés en toute subjectivité par les participants lors du premier débat.

Ces constats peuvent relever de considérations personnelles ou sociétales. En d'autres termes, ils peuvent exprimer des ressentis et des points de vue relevant de la vie privée, de la vie professionnelle, d'actions locales, associatives ou de l'intérêt général.

Chaque participant a disposé de 10 points qu'il a pu allouer comme il l'entendait aux situations lui paraissant les plus prioritaires.

Culture, media	6,8
L'abus d'intermittents du spectacle dans l'audiovisuel public et/ou hors métiers artistiques	1,1
La discrimination positive 'imposée'	0,1
La vulgarité de Sarkozy, son agressivité envers des journalistes, ex. Delahousse, qui se laissent humilier	1,1
Le nivellement par le bas via les chaînes info-pub, la télé-réalité, la presse people ...	1,2
Le sort des figurants (acteurs de complément) & la cc de 1967	0,1
Les liens entre la presse et les puissances économiques ou politiques	1,1
Les raccourcis, les 'angles', les bidonnages journalistiques	2,1

Economie (Contraintes, Entreprises, Finance/ Fiscalité, Rémunérations)	26,2
C1 - L'empilement des nouvelles normes (BTP, Alimentaire, Gestion des déchets...)	3,1
C2 - Les TPE en butte à des contraintes administratives & ne bénéficiant d'aucune aide alors qu'elles embauchent en CDI	0,1
E1 - Les 70€ du tarif unique du Pass Navigo	3,1
E2 - Les situations de rente ex AdP, Autoroutes	0,1
F1 - L'optimisation, la fraude, l'évasion fiscale, les prix de transfert, l'inégalité devant l'IS	2,2
F2 - La prééminence du ROCE et de la gestion financière	0,1
F3 - le CICE (Crédit Impôt Emploi Compétitivité) et son utilisation effective	2,2
F4 - Le manque de transparence sur l'utilisation des impôts	1,1
F5 - Le nanotrading, les agences de notation etc.	1,1
F6 - Les dividendes des EURL soumis aux cotisations RSI vs Entreprises du CAC 40	1,2
F7 - L'imposition excessive des plus-values des PME	0,1
R1 - Le calcul des nouveaux droits au chômage sur la base de droits anciens éventuellement restant	0,1
R2 - Le niveau actuel de déséquilibre entre les rémunérations des salariés et celles des dirigeants ou actionnaires	4,1
R3 - Les inégalités se creusent, les pauvres s'appauvrissent	5,2
R4 - Les profits et salaires indécentes dans les grands groupes (Banque, Distribution, Industrie, Services)	2,2

Education	5,5
La destruction systématique de l'éducation par les pédagogues	1,2
Le personnel enseignant sous-payé	2,2
L'orientation obligatoire dès le collège - Comment faire quand on n'ose pas ou quand on ne sait pas comment s'opposer à la commission d'orientation ?	2,1

État (Dépenses publiques, Organisation, +/- Stratège)	49,5
D1 - La dépense publique qui est trop forte, 57% du PIB	1,1
D2 - La perception de gaspillage des deniers publics dans des administrations centrales ou territoriales	8,2
D3 - Le financement des partenaires sociaux, syndicats, fédérations patronales, OPCA, médecins du travail	0,1
D4 - Le gestion des crédits de la Fonction Publique à l'année, qui pousse à la consommation	0,1
D5 - Le régime de traitement social et fiscal des parlementaires, leur nombre (1000, autant qu'en chine)	3,2
D6 - Une réforme des régions sans réelle réduction du nombre d'agents publics (?)	0,1
O1 - L'étanchéité des fonctions publiques avec pour conséquence le déséquilibre Hop vs Etat et CT	0,1
O2 - Les attermolements dans les réformes territoriales (départements, Paris Métropole etc.)	0,1
O3 - Les différences de statut (chômage, retraite) entre régimes généraux et spéciaux, le public, le privé, les élus ...	9,2
O4 - Les institutions qui isolent le Pdt et nous privent de contre-pouvoirs	0,1
O5 - Les promesses non tenues sans le moindre risque de sanction autre qu'électorale	5,1
O6 - Les redondances et millefeuilles administratifs territoriaux (ex : granulats de la Seine, Communautés d'agglomération/communes)	9,2
S1 - La non-anticipation des besoins (déserts médicaux, enseignement)	4,2
S2 - La technocratie, le sentiment que les lobbys l'emportent à chaque fois	2,1
S3 - Le 'pilotage à vue', le manque de vision, les attermolements, les allers-retours du gouvernement	5,2
S4 - Le côté 'monde à part' de la fonction publique, manque de rationalité, pas géré (ex Pôle Emploi, Partis politiques)	1,2
S5 - L'Etat-actionnaire indigent et la prééminence des corpsards	0,2

Justice	6,6
La succession de décisions de justices prises, changées en appel, cassées... le tout financé par nos impôts ?	0,1
Le maintien en poste ou la réélection d'hommes politiques condamnés et la parole qui leur est donnée	1,2
Les misérables abus de pouvoirs de ceux qui en ont un tout petit peu (Balkany, Bygmalion, Cahuzac, Lepaon...)	0,1
Les prisons surpeuplées	5,1

Mondialisation	13,9
La concurrence débridée qui s'exerce sans contrôle entre nos entreprises et des entreprises qui payent leurs salariés 5 ou 10 fois moins	3,1
La finance qu'on laisse spéculer et utiliser des instruments qu'elle maîtrise mal mais qui peuvent lui apporter un enrichissement rapide	5,2
La PAF à Roissy lorsqu'on rentre de l'Etranger à 7 h du matin	0,0
La situation de concurrence déloyale dans laquelle se trouve AirFrance vs compagnies subventionnées des pays du Golfe	0,1
La suspicion d'espionnage industriel de la part d'étudiants étrangers (Br Ir Ch) qu'on nous a forcés à prendre en master ou en thèse	0,1
Les nationalités, l'absence d'Etats-Unis d'Europe	2,1
L'Europe qui nous emm... pour des détails pendant que les multinationales négocient des Tax Ruling avec le Luxembourg	3,1

Santé	2,4
La sécurité sociale étudiante LMDE	0,1
Le personnel hospitalier sous-payé	2,1
Les déserts médicaux	0,1
Les médicaments non-périmés que l'on ne peut réutiliser 'car déjà payés par la Sécu'	0,1

Territoires	10,8
Le déséquilibre entre construction de bureaux et de logements	0,1
Le feuillet interminable de la desserte de Roissy-CdG	1,1
Le panorama routier entre Roissy-CdG et Paris	0,1
Le sentiment de désaffection des zones 'rurbaines'	1,1
Les cités en déshérence, les mafias, l'économie parallèle du trafic de drogue	7,2
Les portiques au-dessus des autoroutes	0,1
Vivre dans un immeuble surchauffé, fenêtres d'origine, construction 1965	1,1

Travail	17,3
La multiplicité des branches professionnelles, conventions collectives et contrats de travail	0,0
Le chômage < 25 ans et > 55 ans & de longue durée	8,0
Le non alignement des retraites du public sur celles du privé	6,1
Les conditions de travail dans la grande distribution	1,0
Les retraites surcomplémentaires dans les grandes entreprises (retraites chapeau)	0,0
Les situations de stress, intimidation, humiliation en entreprise	2,1

X Divers 'société'	33,0
Comment vivre alors qu'il n'y aura plus jamais assez de travail pour tout le monde ?	9,0
De plus en plus de précarité pour tous; la dérive vers le travail au noir	2,1
L'impunité médiatique des démagogues, charlatans, complotistes etc.	1,0
La conséquence sur le travail de l'automatisation & l'incohérence des buts à atteindre	1,0
La croissance pour la croissance. Pourquoi toujours rechercher la croissance, quels autres indicateurs ex IDH ?	7,1
La double attitude consistant à fustiger 'l'assistanat' et à mettre au chômage des milliers d'employés	0,1
La stigmatisation aveugle et systématique des fonctionnaires	0,1
La vision courttermiste & électoraliste des politiques	3,1
Le manque de moyens de contrôle dans l'administration (fisc, inspection du travail)	1,1
Le niveau de corruption en France (26° mondial, 60% des entreprises s'en plaignent)	4,1
Le phénomène de pessimisme et de crise ambiants	1,1
Le repli sur soi, le sentiment que 'c'était mieux avant'	0,1
Les corporatismes et les conservatismes (syndicats, élus locaux, énararchie...) et les obstacles aux changements	0,1
Les entrepreneurs formés par l'école publique, aidés par le CIR, et qui s'insurgent ensuite contre l'impôt ou la dépense publique	0,0
On a l'impression de ne plus avoir la main sur rien; bénéfiques mais 0 embauches en CDI & construction de nouveaux sites; tout est aux mains des financiers	3,2

Après évaluation, le classement des situations à traiter s'établit comme suit :

État (Dépenses publiques, Organisation, +/- Stratège) : O3 - Les différences de statut (chômage, retraite) entre régimes généraux et spéciaux, le public, le privé, les élus ...	9,2
État (Dépenses publiques, Organisation, +/- Stratège) : O6 - Les redondances et millefeuilles administratifs territoriaux (ex : granulats de la Seine, Communautés d'agglo/communes)	9,2
X Divers 'société' : Comment vivre alors qu'il n'y aura plus jamais assez de travail pour tout le monde ?	9,0
État (Dépenses publiques, Organisation, +/- Stratège) : D2 - La perception de gaspillage des deniers publics dans des administrations centrales ou territoriales	8,2
Travail : Le chômage < 25 ans et > 55 ans & de longue durée	8,0
Territoire : Les cités en déshérence, les mafias, l'économie parallèle du trafic de drogue	7,2
X Divers 'société' : La croissance pour la croissance. Pourquoi toujours rechercher la croissance, quels autres indicateurs ex IDH ?	7,1
Travail : Le non alignement des retraites du public sur celles du privé	6,1
Mondialisation : La finance qu'on laisse spéculer et utiliser des instruments qu'elle maîtrise mal mais qui peuvent lui apporter un enrichissement rapide	5,2
Economie, Contraintes, Entreprises, Finance/ Fiscalité, Rémunérations : R3 - Les inégalités se creusent, les pauvres s'appauvrissent	5,2

En ressortent des **exigences citoyennes** formulées à l'heure actuelle autour de **8 sujets clés**, couvrant environ la moitié des enjeux sociétaux auxquels nous faisons face, et exposés dans les chapitres suivants.

3. Huit sujets clés

- 1. Le monde de la finance :** on le laisse spéculer et utiliser des instruments qu'il maîtrise mal mais qui peuvent lui apporter un enrichissement rapide, l'absence de régulations mondiales et européennes fortes et efficaces permet l'impunité de tous les abus et de toutes les dérives.
- 2. Travail et pouvoir d'achat :** Sous la pression des exigences financières, le monde du travail se déshumanise, le stress, le mal-être au travail et le burnout progressent, les inégalités se creusent en défaveur des plus pauvres, la précarité et la fin du salariat menacent tous les secteurs économiques ; il y a trop de jeunes, de seniors et de non qualifiés au chômage alors qu'il y a de moins en moins de travail, et que ceux qui ont encore du travail croulent sous la charge. Les pressions qu'exerce la grande distribution sur ses fournisseurs, les marges indécentes qu'elle se permet et les produits de basse qualité nutritionnelles qu'elle met à disposition des moins aisés ne sont plus acceptables
- 3. Le développement économique :** Malgré des efforts notoires depuis 2012 pour encourager les créations ou les relocalisations, la part de l'industrie dans le PIB remonte peu et demeure inférieure à celle de nos partenaires européens. Les entreprises restent pénalisées face à celles provenant de pays à moindre exigence sociale ou environnementale. Les embauches promises dans le cadre du Pacte de Responsabilité, en contrepartie des allègements de charges, n'ont pas eu lieu.
- 4. L'éducation :** le décrochage scolaire s'amplifie, les filières d'enseignement professionnel ou supérieur ne sont pas en adéquation avec les besoins des administrations et des entreprises ;
- 5. La police et la justice :** Des cités en déshérence se situent en marge de la République, les mafias et l'économie parallèle du trafic de drogue prospèrent, les délinquants sont attrapés puis remis en liberté ;
- 6. Le logement, les transports, l'énergie, l'environnement :** le coût du logement notamment en Ile de France est exorbitant ce qui induit une pression sur les salaires et donc les prix de revient, le taux de construction de logements dont les logements sociaux est encore trop faible, en résulte un clientélisme persistant dans les administrations municipales ; le prix du transport par rail est dissuasif, le manque de communication autour des énergies alternatives, de leur disponibilité et de leur efficacité réelle nuit à leur déploiement;
- 7. L'organisation de l'Etat :** il subsiste des perceptions de lourdeurs et de lenteurs de l'Etat, des collectivités territoriales, de redondances entre différents échelons et de gabegie, d'inefficacité, de disparités entre le monde du public et celui du privé, alors que par ailleurs certains secteurs (justice, police, hôpitaux) sont sous-équipés et sous rémunérés.
- 8. Les mœurs politiques :** les affaires financières pourrissent la vie politique, les élus s'affranchissent de leur programme, cumulent et ne se renouvellent pas. Autant de facteurs exaspérant qui sont pour beaucoup dans l'abstention massive que nous observons depuis des années.

4. Nos exigences

4.1 Régulation de la finance

Le système bancaire doit être très étroitement encadré pour juguler la spéculation, et pour servir avec éthique et efficacité l'économie réelle.

Le **blanchiment d'argent** doit être également combattu pour assécher l'économie du crime.

L'ingénierie financière des multinationales doit être combattue pour qu'elles payent leurs impôts de manière équitable.

Le **dumping social et environnemental** des sociétés qui maltraitent les hommes et la planète doit être contrecarré en faisant, avec force et détermination, prendre conscience en France et en Europe, au travers d'une notation des entreprises, du traitement des salariés et du respect de l'environnement souvent affiché, rarement mis en œuvre.

4.2 Travail et pouvoir d'achat

Le monde du travail doit allier simplification administrative et renforcement de la protection des salariés à toutes les étapes de leurs carrières.

Branches professionnelles, dialogue social et contrats de travail :

1. Les branches professionnelles doivent être rationalisées ; leur nombre doit être réduit afin que chaque branche dispose d'un poids significatif.
2. Les accords de branche doivent devenir la nouvelle norme en TPE/PME (moins de 250 salariés), en priorité sur les accords d'entreprises ;
3. Dialogue social : harmonisation et rationalisation des seuils sociaux, encadrement des rémunérations abusives
4. Travail et santé : il doit être mis fin à toute atteinte à la dignité des salariés, au harcèlement, au burnout afin de créer à nouveau un climat de bien-être dans notre environnement de travail.
5. Travail et retraite : le fonctionnement des organismes paritaires de gestion des retraites doit être revu afin d'être moins onéreux et plus efficace. Les seniors doivent pouvoir partir en retraite avec un niveau de revenu décent afin de laisser la place aux jeunes désireux d'entrer sur le marché du travail.
6. Travail et exploitation : toute forme de travail dissimulé, de recours à des travailleurs migrants ou détachés non déclarés, toute exploitation du travail des enfants doivent être sévèrement sanctionnés et relever du pénal.

Stress au travail

1. Les lanceurs d'alertes aux RPS doivent être protégés de toute pression et de toute sanction lanceurs d'alertes ;
2. Tout manager condamné pour harcèlement doit être mis hors d'état de nuire ;
3. Les pratiques de management doivent intégrer de façon obligatoire des dispositifs de prévention du stress et des autres RPS.

Résorption du Chômage

1. Tout demandeur d'emploi doit systématiquement être mis en formation au sein d'une filière de son choix parmi celles présentant des débouchés, au sein d'un établissement de formation pour adultes, ou en alternance dans une entreprise ou une administration;
2. Les entreprises jouant le jeu et prenant le risque de la création d'emploi doivent en être récompensées par des allègements de charges fiscales ou sociales immédiats et durables.

Les retraites

Le dossier de la gestion des retraites complémentaires doit être examiné. On passe complètement sous silence l'impact de la très mauvaise gestion de de ces régimes.

Le pouvoir d'achat

1. Les prix de détail et en particuliers ceux pratiqués par la grande distribution doivent être mieux contrôlés
2. Les salaires doivent progresser au même rythme que les dividendes
3. La fiscalité individuelle doit être rentable pour la collectivité et juste envers les contribuables.

4.3 Développement économique

Le développement des entreprises ne doit pas être entravé par des contraintes européennes

Il faut parvenir à faire assouplir la législation européenne afin que les États puissent mener des politiques de soutien ciblé à leurs industries prioritaires et ainsi, être mieux à même de lutter à armes égales dans le commerce mondial.

Le développement des TPE, PME et ETI doit être encouragé via des mesures ciblées et susceptibles d'être mises en œuvre rapidement, de générer de l'activité économique et de créer des emplois durables.

4.4 Education, Jeunesse & sports, enseignement supérieur

L'école doit être refondée dans sa finalité et dans ses mécanismes de fonctionnement.

Le mécanisme principal est le développement de **la confiance** entre le professeur et son élève et de là, le développement de la confiance de l'élève en lui-même.

Le système doit remettre l'élève-individu au centre et redonner à l'enseignant une mission enfin atteignable et valorisante.

4.5 Police et justice

Police et justice doivent pouvoir intervenir et statuer rapidement

D'appel en cassation, parfois plus de cinq ans pour aboutir à un jugement définitif, des prisons engorgées de prévenus en instance de jugement, des politiciens corrompus, rééligibles ou réélus parce que « *présumés innocents tant que pas jugés coupables* ».

Commissariats délabrés, en manque d'effectifs, policiers en burnout ou suicidaires, guerre des polices...

Autant de situations qui irritent le citoyen et qui discréditent les institutions.

4.6 Logement, transport, énergie, environnement

Chacun doit pouvoir trouver un logement adapté à sa situation familiale en moins de trois mois.

Le déficit chronique de logements privés comme sociaux, les loyers élevés notamment en région parisienne créent une tension continue sur le marché du logement. Les garanties exigées sont telles qu'un jeune emménageant dans son premier appartement peut avoir jusqu'à fournir 40 documents différents.

Dans le même temps :

- Des millions de m2 de bureaux sont disponibles et ne trouvent pas preneur dans l'Ouest parisien.
- Des appartements privés sont vides ou sous-occupés, par un exemple un quatre pièce de 100 m2 occupé par une personne âgée et seule, ce qui représente en outre des charges locatives ou de copropriété considérables.

Autre exigence à l'heure de la transition énergétique : de nombreux logements collectifs construits dans les années 60 ou 70 sont équipés d'un système de chauffage collectif par le sol, non régulé, générant des températures intérieures de l'ordre de 25°C. En résulte un gâchis inimaginable, les occupants n'ayant d'autre moyen de régulation que d'ouvrir en grand leurs fenêtres.

4.7 Organisation de l'état

Un niveau élevé de dépense publique n'est acceptable que si les citoyens ont le sentiment que l'Etat est géré avec équité et efficacité.

Efficacité : Le nombre d'échelons et d'institutions doit être réduit et rendu plus efficace dans sa gestion.

Équité : Une gestion équitable de l'Etat implique qu'il n'y ait plus, à terme, de différence notoire entre un agent de la fonction publique et un salarié du privé.

4.8 Mœurs politiques

Nous n'acceptons plus l'immobilisme politique, la corruption et la montée des extrémistes.

Nous exigeons que les ministres ou élus condamnés pour des affaires politico-financières soit exclus de la vie publique.

Une des causes récurrentes de l'abstention est que les électeurs n'ont plus **confiance** dans le personnel politique, notamment parce que beaucoup de candidats s'affranchissent de leur programme, une fois élus.

Des contre-pouvoirs doivent être mis en place afin de suivre et contrôler l'action des élus et l'application de leur programme

L'accès à des mandats électif doit être facilité pour des salariés du privé comme pour ceux du public.

5. Nos propositions

5.1 Régulation de la finance

1. Séparation réelle des activités bancaires
2. Taxation des transactions financières
3. Obligation pour les entreprises de rendre publique la ventilation de leur activité (CA, effectifs, résultants, impôts payés) par pays
4. Convergence sociale et fiscale à l'intérieur de l'Union européenne
5. Mise en place d'un impôt Européen sur les sociétés destiné à financer les dépenses régaliennes communautaires (Défense...)
6. Mise en place d'un système de notation sociale des entreprises, rendu public et influant sur leur imposition

5.2 Travail et pouvoir d'achat

Branches professionnelles, dialogue social et contrats de travail :

1. Réduction à 100/150 du nombre de branches professionnelles & primauté des accords de branche sur ceux d'entreprises en TPE/PME;
2. Dialogue social : généralisation de la Délégation Unique du Personnel dès le 3° salarié et linéarisation des effets de seuils sociaux;
3. Base de contrat de travail CDI-socle commun à toutes les branches, acceptation de CDI à flexibilité contrôlée dans certaines branches et certaines circonstances.
4. SMIC unique commun à toutes les branches (suppression du SMIC hôtelier et de toutes variantes < SMIC horaire normal) ;
5. Interdiction des bonus d'accueil, parachutes dorés et autres retraites chapeaux.

Conditions de travail

1. Grande campagne d'information portant sur le stress au travail, le harcèlement, les devoirs du management, les droits des employés et la conduite à tenir en cas de situation tendue ;
2. Numéro Vert national accessible de façon anonyme à toute personne se sentant en situation de harcèlement sur son lieu de travail ;
3. Interdiction temporaire ou définitive d'occuper un poste à responsabilités hiérarchiques pour tout manager condamné pour harcèlement ;
4. Instauration d'un entretien trimestriel ou semestriel obligatoire de pilotage portant sur les conditions de travail et les performances individuelles de chaque collaborateur.
5. Formation et recrutement d'inspecteurs du travail.

Résorption du Chômage

1. Pôle Emploi devient une "Université de la formation continue", accueil et accompagne les demandeurs d'emploi et se charge de leur réinsertion via des mécanismes comparables à l'apprentissage ou à l'alternance ; remplacement de l'indemnisation par un "salaire transitoire"
2. Création de millions d'emplois destinés en priorité à des demandeurs d'emplois de tous âges, dans des secteurs émergents (transition énergétique / BTP, recyclage, ESS ...) ou dans des secteurs traditionnels "relocalisés" (textile, équipement de la maison ...) ;
3. Aides à l'embauche : En vue de mobiliser la trésorerie des entreprises vers la création d'emplois, un abattement de cotisations ASSEDIC pour l'embauche de chômeurs seniors longue durée dans des emplois d'investissement (R&D, projets, marketing, commerce etc.) ;

Les retraites

1. Audit de la gestion des caisses de retraite complémentaire suite au rapport de la cour des comptes
2. Réorganisation de la gestion paritaire selon les conclusions de l'audit

Le pouvoir d'achat

3. La loi Consommation du 17 mars 2014 redonne du pouvoir aux consommateurs. La loi du 4 août 2008 dite de modernisation de l'économie doit être revue pour aller encore plus loin et mieux encadrer le monde de la grande distribution.
4. Une grande réforme visant à fusionner IR et CSG en un seul impôt progressif prélevé à la source doit être engagée pour un meilleur rendement de l'impôt et une meilleure justice fiscale.

5.3 Développement économique

Le développement des TPE, PME et ETI doit être encouragé via des mesures ciblées et susceptibles d'être mises en œuvre rapidement :

1. **Commande publique** : Afin d'orienter dès que possible la commande publique vers les entreprises pourvoyeuses d'emploi local :
 - a. Obliger les acteurs publics (UGAP, collectivités, hôpitaux ...) à **commander français** (sauf en cas d'indisponibilité manifeste et avec autorisation préalable).
 - b. **Relever le plafond du gré-à-gré** avec contrôles appropriés et lourdes pénalités en cas d'infraction ou de favoritisme manifeste, avec un plafond encore plus élevé et un formalisme simplifié pour les marchés passés à des SCOP, des SIAE
 - c. **Systématiser le paiement direct** par l'Etat des sous-traitants des entreprises titulaires ;
 - d. Afin d'inciter les collectivités à jouer le jeu du « Made-in-France », et de valoriser leur image, **publier la ventilation** des achats réalisés par les acteurs publics auprès de TPE-PME françaises / étrangères & la part de marchés présentant des clauses sociales d'insertion.
2. **Fiscalité** :
 - a. Afin de drainer un maximum d'épargne privée vers les TPE et les PME, le relèvement à 50 % voire 75% ou 100% de l'abattement fiscal pour la souscription individuelle (investisseurs ou salariés) à la création ou à une augmentation de capital. 20% de cet apport serait en capital et 80% en compte courant pour limiter la dilution.
 - b. Impôt sur les sociétés : Afin de privilégier le long terme et le développement de l'entreprise, moduler le taux d'IS en fonction des bénéfices réinvestis ;
3. **Allègements de charges** : Les baisses de cotisations relevant du CICE ou du Pacte de Responsabilité doivent être conditionnées à des plans d'investissement, d'embauche pérenne et de formation sous peine de suppression. Une attention particulière doit être apportée aux recrutements d'**emplois de développement** sous la forme d'un **allègement immédiat** de cotisations Pôle Emploi.
4. Une nouvelle réduction réglementaire des **délais de paiements** à 15 jours date de réception de facture pour l'Etat, les agences de l'Etat et organismes assimilés, les collectivités, les donneurs d'ordre ETI et GG (> 250 empl.) avec obligation de régler par virement bancaire.
5. **Les appels à projets ESS** : Afin de soutenir l'activité économique dans leurs territoires, les nouveaux conseils départementaux installés en avril 2015 doivent **accroître la fréquence** et à

intensifier la dématérialisation des appels à projets relevant de l'Economie Sociale et Solidaire.

6. Une forte incitation voire une obligation d'**accompagnement à l'export** des PME par les grands groupes;
7. Un moindre **éparpillement des aides**, dont la sollicitation requiert du temps et dont l'administration représente un coût substantiel. Dans la mesure du possible, toute aide devrait se matérialiser non pas par un versement effectué à l'entreprise, mais par une dispense ou un **allègement immédiat** de telle ou telle charge, améliorant d'autant sa trésorerie. L'allègement vient récompenser un comportement vertueux, l'incitation est claire et à effet rapide.
8. La multiplication des **zones franches** dans des territoires les plus frappés par le chômage. Réimplanter dans ces territoires des **centres d'apprentissage** et des **ateliers de fabrication** privilégiant les filières suivantes : textile, équipement de la maison, loisirs/jouets, déconstruction/recyclage.
9. Encourager voire rendre obligatoire le **marquage explicite d'origine des produits** en fonction du pays où est produite la plus grande proportion de la valeur ajoutée. En France cela peut relever du label « Origine France Garantie » ou de toute autre initiative, par exemple celles de la FIMIF (Fédération Indépendante du Made-In-France). Pour rendre ce marquage possible, la législation européenne, qui « interdit de rendre obligatoire » doit évoluer.
10. Une forme de **CDI à flexibilité contrôlée** pour des emplois de développement dont le sort, durant une période de 3 ans et sous certaines conditions, serait lié à la situation économique de l'entreprise et en particulier à la concrétisation de ses perspectives commerciales (note CDI21 janvier 2016) ;
11. Un nouveau **partage du temps de travail** tendant vers les 32 ou 30 heures par semaines, sans perte de salaire net, financé par une réallocation des indemnités Pôle Emploi vers les entreprises embauchant des chômeurs. Recours au multisalariat et au prêt contrôlé de main-d'oeuvre sans les TPE, le commerce-artisanat ...
12. Une facilitation de l'**apprentissage** et de l'**insertion** par fusion des organismes et des dispositifs existants (professionnalisation, IAE etc.) et suppression des seuils d'âge.
13. L'**unification de tous les régimes** de la micro-entreprise, de l'entreprise individuelle, de la société unipersonnelle, du statut de travailleur indépendant ou de profession libérale vers un régime général, en supprimant au passage le RSI.
14. La reconnaissance d'un **lien de subordination** de fait pour un indépendant ne relevant que d'un donneur d'ordre unique occupant une part majoritaire de son temps. Cette reconnaissance donnerait droit à congés payés, à couverture sociale et à préavis de rupture indemnisable.
15. **Certification « Entrepreneur »** : Afin de sécuriser la pérennité de leurs entreprises et le parcours professionnel des entrepreneurs, instituer une **certification des compétences « entrepreneur »**, et encourager le recours à une **aide au conseil** pour des opérations de gestion non usuelle (bail, assurances, contrats spécifiques ...).
16. Des **campagnes de valorisation** des métiers de technicien supérieur et d'ingénieur en NTIC, robotique, génie industriel etc.
17. Une campagne de **communication permanente** sur le « Produit-en-France »

5.4 Education, Jeunesse & sports, enseignement supérieur

L'école doit être refondée dans sa **finalité** et dans ses **mécanismes** de fonctionnement.

Le mécanisme principal est le développement de **la confiance** entre le professeur et son élève et de là, le développement de la confiance de l'élève en lui-même :

1. Tout se joue sur la **qualité du comportement du professeur** qui aura une **vision a priori positive de l'enfant. Il travaillera positivement avec lui sur les écarts** entre ce qui est demandé et ce qui est fourni par l'élève, il **valorisera les progrès**, il sera attentif aux **dérives comportementales** de l'élève et exercera **une autorité sans faille sur ce point** et **exclusivement** sur ce point (aucun reproche sur les résultats tant que l'attitude est bonne).
2. les actions proposées à l'élève sont **toujours à sa portée** et ces actions sont utiles pour le faire progresser. Ainsi la **motivation** de l'élève est forte car **alimentée par la réussite** face à ce qu'on lui demande et par les félicitations et **encouragements** qu'il reçoit, sa confiance en ses capacités est grande et croissante dans le temps, son **comportement** guidé par l'enseignant, bien cadré par les actions d'autorité adéquatement dispensées, le mettent dans les meilleures conditions d'attention et d'efficacité.

Pour mettre en place un tel système qui remet l'élève-individu au centre du système et qui redonne à l'enseignant une mission enfin atteignable et valorisante, des conditions matérielles nouvelles doivent être réunies :

1. le professeur doit recevoir une **formation de qualité sur les comportements et les actions** qui lui sont demandées,
2. sa **rémunération** doit être revalorisée
3. il doit pouvoir utiliser les **programmes avec une grande souplesse** et doit pouvoir **s'en écarter** ou les réduire quand il le faut,
4. il devra mettre en œuvre des **groupes de niveaux dans sa classe** et mettra au point un **plan d'action personnalisé** pour chaque élève.
5. il sera **assisté** dans sa mission et soutenu par l'équipe enseignante et par le proviseur,
6. l'institution lui **reconnaîtra le droit d'exercer son autorité** et lui offrira une gamme de sanctions allant jusqu'à l'exclusion courte de la classe voire à l'exclusion longue ou définitive (et reclassement dans une structure spécialisée hors du cadre scolaire général) pour les éléments perturbateurs que l'on ne peut pas raisonner,
7. pour les classes difficiles, il sera **assisté une partie ou sur l'ensemble de l'année d'un second adulte**, présent et actif dans la classe,
8. les **parents** seront intégrés à l'action éducative, leur rôle sera reconnu et leur contribution sera définie en relation avec le plan d'action de l'enseignant.

5.5 Police et justice

Donner plus de moyens (hommes, équipements, informatiques, niveaux de salaires) à la police et à la justice afin de leur permettre de s'acquitter de leurs missions quels que soient les contextes (urbains, ruraux) dans lesquels ils opèrent. Les dramatiques attentats de 2015 ne font que renforcer ce besoin.

Une attention particulière doit être portée à la justice de proximité et à la médiation, susceptibles de désengorger bien des tribunaux

5.6 Logement, transport, énergie, environnement

Pour rééquilibrer le taux d'occupation des logements :

- Hausse de la taxe foncière des logements inhabités et des surfaces ou pièces notoirement excédentaires (ex au-delà de 100m² et d'un T4 pour une personne seule ou un couple).
- Exonération des droits de mutation pour une personne seul ou un couple déménageant dans un logement plus petit.

Généralisation du service de la caution publique.

Simplification du formalisme des systèmes de garantie et en contrepartie, facilitation des procédures d'exclusion en cas de non-paiement.

5.7 Organisation de l'Etat

Un niveau élevé de dépense publique n'est acceptable que si les citoyens ont le sentiment que l'Etat est géré avec équité et efficacité.

Efficacité : La réforme territoriale doit être poursuivie avec une réduction du nombre d'échelons. Cela signifie à terme la disparition du département au moins dans les zones urbaines et leur fusion avec de communautés d'agglomérations au sein de métropoles. Dans les zones rurales, les regroupements de communes doivent se poursuivre.

Au niveau des institutions centrales, le parlement peut être rationalisé, avec une réduction du nombre d'élections, du nombre de parlementaires, du remplacement du sénat par un collège de présidents d'exécutifs locaux (Régions, départements, métropoles) et de représentants des partenaires sociaux et de la société civile (CESE)

Pour réduire le coût des élections et responsabiliser les partis politiques, le système électoral doit être revu et privilégier les élections à un tour et selon un mode proportionnel calqué sur celui des élections municipales, assurant à la fois la gouvernabilité de la future assemblée et la représentation de tous les partis significatifs.

Equité : Une gestion équitable de l'Etat implique qu'il n'y ait plus, à terme, de différence notable entre un agent de la fonction publique et un salarié du privé. Statuts, contrats de travail sur la base du CDI, régimes sociaux (santé, retraite etc.) peuvent progressivement converger. Cela exige que la spécificité d'utilité publique soit reconnue en tant que telle, dans une convention collective spécifique, afin d'éviter toute gestion marchande ou toute privatisation des services publics. S'il doit devenir possible de licencier un fonctionnaire manifestement non-performant dans son action ou dans sa gestion, il doit demeurer impossible de lui assigner des objectifs économiques de type "Chiffre d'affaires" ou "profit". Cette transition ne peut s'opérer que sur plusieurs années, peut-être 10 ou 20, dans le respect des engagements pris par et envers les membres actuels de différentes fonctions publiques (Etat, Hôpital, Collectivités territoriales).

5.8 Mœurs politiques

3 propositions simples pour moraliser la vie politique :

Conditions d'éligibilité

1. **Empêchement de candidature d'un mis en examen.** Trop de candidats espèrent échapper à la justice après leur éventuelle élection. Nous préconisons qu'une mise en examen empêche tout individu de se porter candidat au suffrage universel. Nous sommes pleinement conscients de la présomption d'innocence et de l'éventuelle sévérité d'une telle mesure qui empêcherait un candidat innocent de se présenter.
2. **Destitution d'un condamné en première instance.** De même, la lenteur de la justice permet à trop de condamnés de demeurer élus tant que la cour d'appel voire celle de cassation ne s'est pas prononcée. Nous préconisons que tout condamné en première instance soit destitué de ses mandats dès prononciation du jugement.
3. **Inéligibilité de toute personne condamnée.** Les électeurs sont dégoûtés par les candidatures récurrentes de personnages clientélistes maintes fois rattrapées par la justice. Nous préconisons que toute personne définitivement condamnée soit inéligible à tout mandat politique, temporairement ou à vie selon la gravité des faits jugés.

Responsabilité du candidat devant ses promesses

Il est nécessaire de mettre en place des **contre-pouvoirs** paritaires, apte à évaluer la réalité de l'engagement des mesures promises avant même de se prononcer sur leur efficacité. Un compte rendu annuel de mandat deviendrait obligatoire, avec possibilité de destitution à mi-mandat si la réalité est trop éloignée du programme, selon des modalités à déterminer.

Nous proposons également la mise en place d'un **blog de notation des hommes politiques** sur plusieurs critères objectifs.

Favoriser l'engagement des salariés dans la vie politique

Pour mieux connecter les pouvoirs publics et le monde de l'entreprise, il est nécessaire que les salariés des entreprises privées puissent s'engager sur un mandat et ensuite retrouver une vie professionnelle normale. Pour cela, il faut **élargir les possibilités de disponibilités** pour mandat électif accordées actuellement aux fonctionnaires à tous les métiers du privé.

Voir l'initiative du [Cercle de l'excellence RH](#).

5.9 Domaines restant à aborder

- Affaires internationales hors UE
- Affaires sociales, Santé, Solidarité
- Agriculture, pêche, alimentation
- Culture et communication
- Défense Nationale
- Union Européenne